G20 de la santé : cynisme et indécence

Le 23-07-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation, chargé des Relations internationales

Avez-vous entendu parler du Sommet du G20 sur la santé qui s'est tenu le 21 mai 2021 ? Un grand moment attendu par ceux qui croyaient au ciel néolibéral et ceux qui n'y croyaient pas !
Résultats : ceux qui croyaient aux bonnes intentions du G20 sur un "droit universel à la santé" sont déçus. Les réalistes, ceux qui n'y croyaient pas parce qu'ils savent que le G20, réunion des pays néolibéraux les plus riches, poursuit son offensive économique et de propagande pour dominer le monde au dépend des peuples, n'ont pas été surpris.

Plongée dans la nasse du G20

Le Sommet mondial de la santé du G20, dans sa Déclaration de Rome, ne fait pas une seule fois référence au « droit universel à la santé ». Pour lui, pas question de légitimer le principe de garantir les soins de manière universelle, c'est-à-dire à tous. Car cela serait une obligation institutionnelle pour les pouvoirs publics et les États. Or, pour les pays du G20 la santé se réduit à une option charitable envers les « pauvres » et rester une machine à profit pour les multinationales.
Certes le G20 parle d'un « accès équitable et abordable » aux outils de lutte contre la pandémie de Covid-19 (vaccins, traitements médicaux, diagnostics et outils de protection individuelle). Il confirme les principes et objectifs du marché, l'échange monétisé (vente et achat) qui n'ont rien à voir avec le droit à la santé pour tous. La déclaration insiste sur le fait que les mesures nécessaires, qui seront prises dans les mois à venir pour « promouvoir l'accès de tous aux vaccins », doivent être définies dans le cadre des traités de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et en particulier des Traités OMC-ADPIC (Accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce).
L'Organisation mondiale de la santé (OMS, agence des Nations unies) est ainsi évincée.
Rappelons que, depuis des années, plus de 100 États, des centaines de prix Nobel, des scientifiques, des personnalités du monde de la culture et des milliers d'associations, d'organisations et de syndicats demandent que la santé soit le domaine de l'Organisation des nations unies (ONU) et en particulier de son agence l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La primauté de l'ONU et de l'OMS signifierait que les règles en la matière seraient établies conformément à la Déclaration universelle des droits de l''Homme de 1948 et aux traités internationaux sur les droits civils, sociaux et politiques.

Prétendre donc, comme le fait le G20, que l'objectif de la lutte mondiale contre la pandémie est de ne laisser personne de côté est un mensonge éhonté, une pure hypocrisie destinée à enfumer les peuples. La réalité est que la stratégie de lutte contre la pandémie, adoptée il y a un an et demi au nom de l'accès équitable et abordable aux vaccins et dans le respect des traités OMC/ADPIC, a privé de soins des centaines de millions de personnes exclues de la vaccination (seul 1% de la population africaine a été vacciné). Selon l'OMS, plus de la moitié de la population mondiale était, en 2020, toujours privée de couverture sanitaire de base et l'épidémie a aggravé la situation.
Les pays du G20, chantres du néolibéralisme, maintiennent leur suprématie et leur pouvoir dans les domaines financier, technologique, scientifique, productif et commercial. Leurs entreprises privées restent les seuls propriétaires de la connaissance du vivant, les détenteurs de brevets, les producteurs et distributeurs de vaccins, les maîtres du commerce international, les fournisseurs de services médicaux, les contrôleurs des marchés de la santé, les maîtres de la digitalisation des systèmes de santé, etc.

COVAX : nouveau nom de la charité et de la dépendance

Le COVAX est le mécanisme de dépendance des pays du “Sud”, mis en place par les pays du Nord, en accord avec l’OMS, pour faciliter le partage de la recherche, le développement, l’achat et la distribution des vaccins en faveur des pays pauvres. Il est géré par deux organisations publiques-privées : le CEPI (Coalition for Epidemic Preparedness Innovations) et la GAVI (Global Alliance on Vaccines and Immunisation). Les vaccins sont transférés sous forme d’aide, gratuitement, aux populations des pays dits à faibles revenus, et sous forme d’aide à prix réduit pour celles des pays dits à revenus moyens. Une version payante de la charité chrétienne sans doute…
Mais la philanthropie a des limites.
La première, c’est que les pays riches et les organismes philanthropiques privés, tels que la fondation Gates, n’ont pas alimenté les finances du COVAX comme ils l’avaient promis la main sur le cœur. COVAX devait disposer de plus de 40 milliards de dollars mais aujourd’hui, seuls 12 milliards sont arrivés dans les caisses… Entre effet d’annonce publicitaire et réalité, il y a un fossé.
La deuxième est la préservation des brevets qui consacre la propriété privée absolue pendant 20 ans, par les multinationales pharmaceutiques, des vaccins et des dispositifs médicaux. Le but étant de maintenir la domination politique, économique et sociale des pays du Nord sur les pays du Sud par le biais de la mainmise sur la santé des milliards d’êtres humains qui les peuplent.
Les dominants le savent. Refuser la levée des brevets est un comportement cynique, voire criminel.

Le cirque de la suspension (provisoire) des brevets

C’était le point le plus attendu du Sommet mondial de la santé du G20. Il a officiellement choisi de ne pas prendre de décision et de reporter le débat à la réunion du Conseil général de l’OMC… qui, depuis, discutaille…
L’Union européenne est majoritairement opposée à la suspension du régime des brevets et encore plus à son abolition. Elle cherche à déplacer le débat sur la définition d’un nouveau traité mondial de coopération en matière de surveillance et de réponse aux pandémies actuelles et futures… L’Idée de l’UE est de proposer de signer un traité mondial reprenant les grandes lignes du système de coordination intra-européenne mis en place dans le cadre de la “création” (récente) de l’Union européenne de la santé.
La vice-présidente américaine Kamala Harris s’est dite favorable à une suspension des brevets, « à condition qu’elle soit ciblée et limitée dans le temps »…

Quant à l’Inde, la suspension lui sert à renforcer son rôle de premier producteur mondial de vaccins à faible coût par le biais de l’entreprise privée Serum Institute of India avec le soutien de l’université d’Oxford et de Astra Zeneca. Le laboratoire a d’ailleurs signé, en 2020, un accord portant sur la production de plus de 1,2 milliard de doses de son vaccin par le Serum Institute of India. La stratégie indienne d’expansion économique dans le secteur pharmaceutique se pose, évidemment, en concurrence avec la Chine.
De son côté, l’Indonésie (autre membre du G20) a clairement exprimé sa volonté, grâce à la réduction des contraintes imposées par les brevets, de devenir le principal hub de l’Asie du Sud-Est et ce en concurrence avec la Chine et l’Inde.
Bref, la concurrence capitaliste néolibérale au sein du G20 bat son plein.
L’échec prévisible du G20 concernant une coopération mondiale effective dans la lutte conte la Covid-19 s’est révélé au grand jour.

Big Pharma : des profits stratosphériques

Les pouvoirs publics ont pratiquement financé en totalité (vaccin Astra Zeneca) et en grande partie (vaccins Pfizer, Moderna, Johnson&Johnson, etc.) la conception, le développement, la production et la commercialisation des vaccins. S’il y a des vaccins, ce n’est pas grâce à Big Pharma mais aux

colossales sommes d’argent public injectées par les États (plusieurs dizaines de milliards de dollars), par tous les moyens possibles, dont celui décisif, des engagements garantis d’achat public de milliards de doses commandées aux entreprises.

Ce faisant, les entreprises ont empoché le pactole et, sans investissements majeurs, ont déjà récolté des milliards de bénéfices pour les distribuer à leurs actionnaires, sans que les États, les citoyens dont l’argent public a financé les multinationales, n’aient obtenu aucun avantage financier en retour. Les gouvernements ont financé et continuent à financer les entreprises qui , elles, continuent à faire des bénéfices.
Le Sommet mondial de la santé du G20 est bien une tragique mascarade. Car il est clair que la santé des gens n’est pas la priorité des puissants du monde. La réalité d’un droit universel à la santé est inexistante.
Qui peut croire encore que sans sortie du capitalisme néolibéral tous les peuples, nation par nation, pourront accéder aux soins de santé universels et gratuits ?

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire